

Terminologie historique

Essais de définition du mot « Impérialisme », dans Res Publica, vol. VIII, 2, 1966, pp. 263-268.

Nous sommes fort préoccupés aux « Cahiers de Clio » des problèmes de terminologie, de nomenclature. Ils sont aussi essentiels dans la recherche et dans l'enseignement que dans la vie sociale. L'excellente mise au point que notre ami André Joris a consacré au mot « ville » ici même (n° 6, 1966, pp. 16-26) en a montré l'intérêt et précisé la méthode. Ce ne sont pas seulement les jeunes gens de nos classes qui se paient de mots. Si d'aucuns se complaisent dans une confusion fort confortable, il n'est pas toujours facile d'être précis. Qui peut prétendre avoir à l'esprit une notion précise et riche de tout le vocabulaire social qu'il utilise ? Une tâche de clarification s'impose, qui nous tient, ici, particulièrement à cœur.

Aussi sommes-nous satisfaits de trouver dans la *Revue de l'Institut belge de science politique* un article, qui répond à nos vœux, relatif au mot « impérialisme ». Il réunit, en fait, trois notices : un historique du mot, par Léo Hamon, qui date de 1950 ; les pages consacrées à ce terme par *A dictionary of the Social Sciences*, Londres (1964), et par le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, 1964. Toutes trois se recouvrent en grande partie, mais se complètent par les nuances de la formation. Le mot a juste cent ans, puisqu'il apparaît pour la première fois, dans le *Littre*, en 1866, mais le fait est de toujours. Il se réfère à l'extension de puissance d'un Etat en dehors de ses frontières immédiates. En insistant sur les motivations et les modalités différentes, politiques, coloniales, économiques, financières, idéologiques, on a donné au terme des acceptations nouvelles, une expansion de sens — un « impérialisme » — progressive, et, bientôt, par son emploi dans les combats politiques, une valeur péjorative. Il faut relire les textes et interprétations cités des historiens et sociologues libéraux et marxistes, qui illustrent ces notices, pour revivre l'histoire d'un fait et d'un mot. N'est-ce pas notre tâche d'enseignant ?

J.P.D

Un projet à suivre

TRENARD L., *Projet de publication de l'enquête des intendants (1698)*, Paris, 1965.

Dans un article du bulletin de la section d'histoire contemporaine et moderne de la Bibliothèque nationale à Paris, M. L. Trenard, professeur à l'Université de Lille, nous met au courant d'un projet de publication, selon toutes les rigueurs scientifiques, de documents afin de mettre à la disposition des historiens les sources principales de l'histoire de France.

Il semble que les mémoires des intendants rédigés pour l'instruction du duc de Bourgogne demeurent le document le plus utilisé du règne de Louis XIV.

Il s'agit, nous dit-il, d'une enquête réalisée entre 1697 et 1700 pour mettre l'héritier de la couronne au courant de l'état présent du royaume. Un des intérêts de l'enquête de 1698 réside dans le fait qu'elle a été effectuée dans des régions récemment conquises. De plus la richesse des informations et leur diversité ont favorisé aussi le choix. Ce mémoire fournit aussi des données géographiques, démographiques, l'état du commerce et de l'économie.

Après avoir passé en revue d'autres éditions antérieures et incomplètes, l'auteur nous parle de son plan de publication, plan dont il ne sous-estime pas la difficulté, mais dont il espère la réalisation pour marquer la commémoration du tricentenaire du rattachement de Lille au royaume de Louis XIV.

Publication à suivre qui pourrait être utile aux chercheurs et aux étudiants des écoles normales moyennes et supérieures.

J.D.

Ouvrages généraux

HABAKKUK H.J. & POSTAN M., *The industrial revolution and after, incomes, population and technicological change*, 2 vol., dans *The Cambridge economic history of Europe*, Cambridge, U.P., 1965.

On ne résume pas un ouvrage comme celui-ci. Le titre dit assez la richesse et la variété du contenu dont l'importance n'échappera à aucun enseignant soucieux de travailler à la rénovation de son cours d'histoire contemporaine. Sous la signature des historiens les plus qualifiés chaque chapitre traite du dernier état de la question qu'il s'agisse de la croissance du revenu national, de la population mondiale, de l'ouverture des Pays Neufs, de l'accélération des transports, des modifications de l'agriculture, de l'industrialisation des grands Etats (U.S.A., Russie) ou de l'Extrême

Orient. David S. Landes, par exemple traite excellemment des origines de la Révolution industrielle et de la supériorité de l'Angleterre par rapport aux pays du continent. Un grand nombre de tableaux statistiques permettront de concrétiser des mouvements dont les nuances apparaissent mieux à la lumière d'une étude quantitative. Le professeur aura tout le loisir de les transformer en graphiques, schémas, diagrammes, cartes dynamiques et autres procédés de bon rendement dans les classes de tous les niveaux. A propos des chemins de fer, nos compatriotes n'apprendront pas sans émotion que le premier convoi ferroviaire tracté à la vapeur par une locomotive a roulé dès avant 1829 dans la région de la Loire. Que cette même année une locomotive anglaise inaugure le départ du réseau ferré américain sur lequel dès 1830 roule la première locomotive indigène. En 1835, 90 millions de dollars sont déjà investis dans le réseau des divers Etats. Ils auront cependant la satisfaction de savoir que l'ingénieur Thomas Gray, enthousiasmé par la voie ferrée envisagée dès 1828 une liaison Charleroi-Bruxelles, que l'inauguration en 1835 du tronçon Bruxelles-Malines marque la naissance du premier chemin de fer d'Etat, dont le coût de construction, avec 16.500 £ au km, obtient le record de modicité, que le plan incliné de Liège reste une merveille de réussite technique et de rapidité dans l'exécution. Notons à titre comparatif que le coût du km de voie ferrée atteint 40.000 £ en Grande-Bretagne. Rien n'est toutefois dit touchant les causes de cette différence : l'adresse des ingénieurs belges ou l'exploitation de la main d'œuvre ?

Intéressante aussi sera la constatation que les enclôtures en Angleterre n'ont pas apporté à l'industrie le flot de paysans sans travail que l'on a souvent prétendu, pour la bonne raison que l'agriculture rénovée absorbe deux fois plus de travailleurs en 1830 qu'en 1750. Ceci confirme la nécessité de tenir à jour ses connaissances. Une très abondante bibliographie dressée par chapitre et en général nous y invite.

R.V.S.

WIDGERY, Alban G., *Les grandes doctrines de l'histoire, de Confucius à Toynbee*, traduction française par Serge BRICIANER, Paris, Gallimard (1965), in-16°, 379 p. (Collection *Idées*, n° 83).

L'historien, préoccupé de recherche, de méthode, de précision, d'explication, risque de se maintenir dans l'analyse de problèmes

plus ou moins vastes, dans un cadre régional, national ou continental, dans une synthèse très formelle, s'il ne s'avise pas de l'interprétation générale de l'histoire humaine. Celle-ci a plus souvent été le fait des philosophes, le chercheur ou l'enseignant se confinant dans un rôle de technicien ou de pédagogue. Pourtant, l'activité de l'un et de l'autre implique une conception théorique, plus ou moins explicite, de la destinée du monde et de l'homme. Il faut bien reconnaître que l'université ne s'est guère souciée de nous y introduire et que nous nous en tenons trop souvent à un empirisme commode.

D'où l'intérêt d'un ouvrage comme celui-ci, qui inventorie les diverses conceptions de l'histoire depuis l'Antiquité. Dans une première partie, l'auteur nous présente les « attitudes quietistes et sociales » de la Chine (taoïsme, confucianisme, bouddhisme), les « vues métaphysiques et individualistes » en Inde (Upanishads, Bhagavad-Gîtâ, brahmanisme, bouddhisme, Advaita Vedânta), les conceptions de l'Antiquité gréco-romaine, et les conceptions théistes (zoroastrisme, judaïsme, islam, christianisme). La deuxième partie de l'ouvrage s'attache aux « théories particulières de l'Occident », qu'elle classe en « réflexions indépendantes, de la Renaissance au XIX^e siècle », « traitements idéalistes de l'histoire », « traitements naturalistes de l'histoire » et « Historiens en quête d'une philosophie de l'histoire ». Sous cette dernière rubrique, une place considérable est accordée à la pensée d'Arnold J. Toynbee.

On pourra peut-être contester le relief accordé à certains théoriciens ou la dévalorisation de certains autres — nous avons été frappés par la faible importance accordée au marxisme, sans doute parce que l'auteur pense, avec Benedetto Croce, qu'il est une méthode, et non une philosophie de l'histoire — mais il est impossible d'éviter quelque subjectivité dans une pareille entreprise. On ne pourra nier que cet ouvrage, commode, clair, complet, rendra aux enseignants d'incontestables services. Son plan et son index en font une manière d'encyclopédie pratique en la matière. Il ne faut que regretter l'absence de toute bibliographie et d'intérêt pour les publications les plus récentes, surtout celles qui n'appartiennent pas au monde anglo-saxon.

J.P.D.

HISTOIRE GENERALE DU TRAVAIL,
publiée sous la direction de L.H. Parias.

4 volumes. Nouvelle Librairie de France, Paris, 1962.

1^{er} volume : *Préhistoire et antiquité*, par L. NOUGIER, S. SAUNERON, P. GARELLI, F. BOURRIOT, R. REMONDON.

2^{me} volume : *L'âge de l'artisanat* (V^e au XVIII^e siècle), par P. WOLFF et F. MAURO.

3^{me} volume : *L'ère des révolutions* (1765-1914), par C. FOHLEN et F. BEDARIDA.

4^{me} volume : *La civilisation industrielle* (de 1914 à nos jours).

Ce dernier volume est écrit par un groupe de collaborateurs spécialisés.

Cet ouvrage, abondamment illustré, basé sur une documentation riche et mise au point, apporte un jour nouveau sur l'histoire du travail. C'est un excellent instrument de travail et de références pour les professeurs. Insistant sur le côté humain, sur l'organisation de la société, sur l'économie moderne et sur les rapports des hommes entre eux, les auteurs ont voulu en plus de « l'histoire » du travail écrire aussi l'histoire des hommes depuis la préhistoire jusqu'à nos jours.

Ces livres exaltent la dignité du travail et du travailleur. Ils se terminent sur une note optimiste où les auteurs espèrent, au-delà de toutes conceptions politiques et philosophiques, voir le jour où la dignité du travailleur sera reconnue, où le travail sera restauré sous son triple aspect d'utilité sociale, de fraternité et de solidarité avec les hommes. Le jour où la joie du travail aura remplacé le sentiment de l'exploitation.

Ces livres devraient être au premier rang dans toutes les bibliothèques des établissements d'enseignement moyen et supérieur.

J.D.

MENDES-FRANCE Pierre, *La république moderne*. Collection « Idées », N.R.F., Paris, 1966.

Pierre Mendès-France, dans une nouvelle édition de « la République Moderne » écrite au lendemain de l'élection présidentielle de décembre 1965, pose les fondations d'une république qui répondrait, d'après lui, aux exigences de l'homme de la seconde moitié du XX^e siècle.

Il s'agit, dit-il, de penser et de repenser notre action pour créer une société qui assure la liberté et l'efficacité. En comparant la France paysanne et bourgeoise de 1789, la Russie ouvrière et paysanne de 1917, à la France de 1962, il y retrouve des éléments parallèles mais expose un besoin plus grave

et plus urgent : instaurer une démocratie à la fois économique et politique dans un grand pays moderne.

Ce livre, critiquant la IV^e et la V^e République, nous livre des réflexions personnelles pour préparer la VI^e République.

Pierre Mendès-France termine par une note optimiste sur l'avenir du peuple français et sur l'application de la démocratie dans son pays.

J.D.

Privilegés et révolutions

BARTOCHEK Karel, *The Prague uprising*. Edition Artia, Prague 1965. Traduit du texte tchèque original « *Pražské Povstání* ».

Dans ce livre, écrit dans un style attrayant et neuf mais suivant une méthode rigoureusement scientifique, un jeune et compétent historien tchèque nous livre, en se basant sur une très nombreuse documentation, sur des sources abondantes, « l'insurrection de Prague ».

Comme il le fait remarquer dans son introduction, la première mention d'une insurrection de Prague ne date pas de 1945 mais de 1419 où le peuple de Prague, conduit par Jan Želivský, s'est emparé de l'Hôtel de Ville. Cependant, l'auteur nous dit que le thème de son livre est en relation étroite avec le début de la démocratie populaire en Tchécoslovaquie. Il présente son livre afin d'aider à clarifier l'évolution des événements sociaux en Tchécoslovaquie sur la base des faits historiques qui ont déterminé la volonté et l'action des travailleurs.

Jour par jour, heure par heure, nous sommes mis en présence du mouvement de libération du peuple de Prague. L'analyse très fouillée des différentes forces mises en présence jette une lumière nouvelle sur cette insurrection.

L'action des communistes dans le Conseil National Tchéque est retracée en toute objectivité.

L'auteur nous marque son étonnement devant les différents communiqués captés par la radio de Prague, les uns émanant de l'Etat-Major américain, les autres émanant de l'Armée Rouge. L'auteur met évidemment l'accent sur l'action des travailleurs et essaie de faire comprendre l'attitude de l'armée américaine. Il est certain, dit-il, que l'arrivée des négociateurs américains a apporté, dans les rangs des défenseurs des barricades, de nouvelles illusions, de nou-

velles désillusions. Il semble certain aussi, d'après les documents, que l'interférence de l'armée américaine n'a pas aidé l'insurrection du peuple. Au contraire, l'État-Major américain a défendu de donner aide aux insurgés.

Ayant commencé le 5 mai, l'insurrection se termine dans la nuit du 8 au 9 mai. Les tanks de l'armée soviétique se dirigent vers la cité. L'atmosphère à Prague n'est pas calme et le peuple ne pense pas à la victoire. Prague, au contraire, est saisi de la crainte que les nazis ne viennent brûler la cité et anéantir le peuple. L'auteur insiste sur la vaillance des troupes soviétiques qui, le 9 mai, libérèrent définitivement la ville.

Monsieur Bartochek établit clairement que l'insurrection de Prague fait partie de l'évolution de la révolution en Tchécoslovaquie.

En se basant sur la dialectique, il nous rappelle que l'insurrection est une partie du tout, le tout étant la révolution.

Les derniers jours de l'occupation montrent, non seulement l'antagonisme du peuple tchèque avec les occupants nazis mais aussi les contradictions à l'intérieur des barricades tchèques. Il ne s'agit nullement d'une querelle personnelle ou individuelle, de bravoure ou de trahison, il s'agit d'un conflit social basé sur l'antagonisme entre le peuple ouvrier et la bourgeoisie en général.

Il est certain que dans l'insurrection de Prague une analyse historique concrète montre l'unité et l'alliance entre le prolétariat et la démocratie bourgeoise anti-fasciste pendant l'occupation, mais cette bourgeoisie poursuivait un but.

L'auteur met l'accent sur le travail, extrêmement difficile, du mouvement communiste illégal qui a essayé, de toute façon, d'empêcher la bourgeoisie de dominer l'insurrection par ses idées militaires et politiques.

Monsieur Bartochek termine son livre en assurant que le peuple tchèque n'oubliera pas les défenseurs de Prague, les volontaires de Bohême qui répondirent à l'appel des insurgés, les membres de la garde révolutionnaire, les patriotes qui sont tombés dans la bataille contre le fascisme pour la libération de Prague.

Malgré la grandeur d'un mouvement tel que l'insurrection, l'historien tchèque met tout son espoir dans le peuple de son pays afin que jamais il n'ait à nouveau à revivre l'expérience historique d'une autre guerre.

J.D.

MARABINI Jean, *La vie quotidienne en Russie sous la révolution d'octobre*, Collection Hachette, Paris, 1965.

En voulant expliquer la vie quotidienne pendant la Révolution en 1917, l'auteur n'a pu se dégager de ses vues subjectives. Il est bien évident que nous ignorons peut-être encore quelles furent la mentalité et la vie du peuple russe et de ses chefs en cette période. Il est certain aussi qu'avant l'arrivée de Lénine les désordres, les changements trop brusques, les diverses insurrections, les spasmes de la vieille Russie donnent au début de cette Révolution un aspect peu organisé. Mais l'élan d'un peuple à la conquête de la liberté est-il organisé ?

L'auteur semble critiquer l'état d'esprit des soldats, des marins, des employés, des ouvriers en 1917 ; il semble reprocher à ce peuple de n'avoir pas su immédiatement organiser sa nouvelle vie. Peut-on reprocher à un peuple analphabète et misérable de n'avoir pas immédiatement compris comment il fallait s'organiser ? Peut-on reprocher à des esclaves habitués à vivre du luxe et des grands de n'avoir pas compris immédiatement où était leur devoir ?

L'organisation même des Soviétiques est douloureuse, mais il faut reconnaître, et ici l'auteur le fait, qu'à l'arrivée de Lénine, cet homme intelligent a pu, en mettant au point une petite équipe, effacer la Russie bourgeoise et réclamer la paix immédiate, la terre aux paysans, le pouvoir aux Soviétiques.

Ce livre se termine par des vues pessimistes sur l'avenir de la Russie et, en expliquant que ce pays sera sauvé par un cri unanime « je préfère ma patrie », il semble que l'auteur ait donné encore une fois ici une explication subjective.

J.D.

SUKHANOV Nicolas N., *La Révolution russe 1917*, Collection « Témoin de notre temps », Stock, Paris, 1966.

Ce livre est le résumé des sept volumes de « Mémoires » sur la révolution russe de 1917 par Sukhanov, rédigés peu de temps après les événements décrits. Socialiste révolutionnaire, membre de ce parti « non-marxiste », qui voulait « aller au peuple », Sukhanov retrace au jour le jour les événements de l'année 1917. Il mêle à ses idées personnelles, des descriptions intéressantes des différentes assemblées créées lors des premières insurrections.

L'auteur restitue à chacun le rôle qu'il a joué dans la révolution, critiquant, analysant, admirant, haïssant parfois ceux qui la

dirigeaient. Dans son livre, Sukhanov montre combien il était hostile au plan bolchévique, ce qui, cependant, ne l'empêcha pas d'accepter le nouveau régime.

Il est intéressant de voir qu'un homme en dehors du Parti, croyant que ce Parti avait commis une faute en prenant le pouvoir seul, sans s'allier avec les autres groupes démocratiques, estime que les bolchéviques n'en étaient pas moins d'authentiques représentants de la classe ouvrière.

Afin de comprendre le sens du livre, il est intéressant de savoir que Sukhanov fut accusé en 1931 dans le procès des mencheviks d'avoir provoqué une intervention militaire afin de détruire l'Etat soviétique et de restaurer le capitalisme.

On sent, tout au cours de l'ouvrage, l'attachement de l'auteur à Kerensky, dont il essaie d'expliquer l'attitude.

Livre honnête, livre utile à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire réelle de la révolution de 1917.

J.D.

Les Spartakistes — 1918 — l'Allemagne en révolution, présentés par Gilbert BADIA, Collection « Archives », Julliard, Paris, 1966, 297 pages. Prix : 60 frs.

Ce petit livre vient compléter les deux gros volumes de « l'histoire de l'Allemagne contemporaine » parue en 1961 et sera comme eux, un indispensable instrument de travail.

Comme toujours dans la collection « Archives », il s'agit d'un recueil de textes, intégrés dans un récit allant ici de l'effondrement de l'Empire jusqu'à l'exécution de Carl Liebknecht et de Rosa Luxembourg (15 janvier 1919).

Beaucoup des textes sont, pour la première fois, traduits en français : lettres de Rosa Luxembourg à Clara Zetkin, le rapport du maire de Hamborn sur le Rhin qui résume l'évolution politique vers le communisme de cette ville minière entre novembre 1918 et février 1919.

Badia explique et analyse le drame spartakiste en essayant de faire comprendre l'attitude de la population, des spartakistes, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Il essaie d'expliquer la défaite par la faiblesse relative du spartakisme, par la pluralité des points de vue qui se manifesta au Congrès de Fondation du Parti Communiste Allemand, sur lequel peut-être Badia n'insiste pas suffisamment. Quant aux raisons profondes qui, en 1919, détournèrent de la seconde révolution quantité d'ouvriers et de

soldats, l'auteur s'efforce de les comprendre. Les masses voulaient la paix en novembre 1918. Elles l'obtinrent et se soucièrent peu de faire triompher la revendication de la conquête de tout le pouvoir par les Conseils d'ouvriers et de soldats. On parlerait plus tard du socialisme.

Badia termine son livre en faisant remarquer que l'écrasement de la révolution a rendu possible le développement ultérieur du national-socialisme. Ainsi, dit-il, l'histoire de cette révolution de 1918 et de son échec permet-elle sans doute de mieux comprendre 1933 et le III^e Reich.

Cette analyse est complétée par des « repères indispensables », de références chapitre par chapitre et d'une nomenclature intéressante de sources ainsi que d'une vingtaine de photos.

J.D.

GUERIN Daniel, *L'anarchisme*, Collection « Idées », N.R.F., Paris, 1965.

L'anarchisme suscite un renouveau d'intérêt. Des ouvrages, des monographies, des anthologies lui sont consacrés. Cependant, les traits de l'anarchisme sont difficiles à cerner. Le livre, dont nous parlons, n'a voulu être ni une histoire ni une bibliographie de l'anarchisme. Beaucoup est supposé connu. Ne sont présentés ici que les principaux thèmes constructifs de ce mouvement.

La doctrine est reconsidérée sous un autre angle : elle est montrée dans les grands moments où elle s'est soumise à l'épreuve des faits : la révolution russe de 1917, l'Italie d'après 1918, la révolution espagnole de 1936.

Un dernier chapitre présente l'autogestion ouvrière aux prises avec la réalité contemporaine : en Yougoslavie, en Algérie et qui sait, dit l'auteur, demain, peut-être en U.R.S.S.

Une bibliographie sommaire mais assez complète et classée d'après les sujets termine ce petit livre qui éclaire, d'une façon nouvelle, ce mouvement si important.

J.D.

LARAN Michel, *L'absolutisme en Russie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, dans *Information historique*, t. 28, p. 54-67, Paris, 1966.

La politique de Catherine II s'éclaire lorsqu'on examine l'organisation des ordres de la société russe. Elle renforce d'une part l'héritage féodal en soumettant chaque homme libre à une catégorie définie par la naissance et la fonction. Par contre, elle sti-

mule les rivalités entre les groupes par des privilèges, titres, fonctions, sans que l'Etat n'abandonne aucune prérogative et en autorisant la perméabilité entre les ordres.

Si les nobles et les corps urbains sont organisés politiquement, les paysans d'Etat sont plus mal lotis. Une expérience limitée ébauche un statut semblable à celui des villes, mais il se heurte à l'hostilité des nobles craignant de voir limiter l'influence qu'ils viennent d'acquérir sur leurs paysans privés. Les paysans d'Etat sont donc soumis à un régime qui se rapproche de la condition de ceux-ci : développement de la responsabilité collective (*mir*) qui facilite la surveillance et la perception des charges. Les assujettis peuvent néanmoins s'installer dans les villes à condition de solder les taxes afférant à leur état ancien et à leur état moderne.

La noblesse est vraiment privilégiée, tantôt veillant à l'autonomie locale, tantôt au service de l'administration impériale. A remarquer que le maréchal de la noblesse n'exerce souvent qu'un rôle honorifique et que seuls sont électeurs dans les assemblées ceux qui en plus d'un domaine personnel, sont titulaire d'un *ichine* conférant la noblesse héréditaire pour service militaire. Ceci ne retint cependant qu'un temps la noblesse au service de l'Etat. Elle préfère jouir des privilèges conférés par la Charte de 1785 : monopole des domaines peuplés de serfs, avec leurs fabriques, leurs marchés et leurs ressources.

A la tête des corps urbains se détachent les marchands conscients de leur rôle dans la modernisation et l'enrichissement du pays. Une hiérarchie interne les divisait en guildes dont l'accès était subordonné à la fortune : en 1785, 10.000 roubles, 5.000 et 1.000 ; en 1807, 50.000, 20.000, 8.000. En 1788, les marchands se répartissaient ainsi : 109 dans la première guild, 183 dans la deuxième, 1.842 dans la troisième. Ils obtinrent que les magistrats municipaux soient pris parmi les détenteurs d'un capital de 5.000 roubles au moins. Les faveurs réservées aux nobles leur furent refusées, mais ils purent échapper à la capitation moyennant un impôt sur le capital (1 %), aux châtiments corporels (comme les savants et les artistes), et se racheter du service militaire (500 roubles). L'impératrice favorise l'économie par le protectionisme douanier, l'opposition au monopole, la liberté d'installation industrielle. Elle refuse aux citadins le droit de posséder des domaines peuplés, mais elle autorise les paysans à s'installer

dans les villes. Elle en crée de nouvelles pour ses centres administratifs pour ne pas nuire au prestige des nobles dans leur milieu. La *pougatchovitchina* entraîne une cruelle répression mais aussi une amélioration des travailleurs dont les déplacements sont facilités et les salaires doublés. Elle se méfie des membres des *ichines* inférieurs issus du personnel roturier des chancelleries, auxquels elle préfère les nobles moins enclins aux réformes.

La politique financière de Catherine II fut un échec. Elle motive néanmoins le perfectionnement du recensement (revision) qui s'étend à tous les habitants, hommes puis femmes, pour le paiement de la capitation dont sont seuls exceptés les ecclésiastiques, les nobles, les serviteurs de l'Etat, les soldats et leurs fils. Les dépenses militaires sont les plus lourdes : 1725, 25 % du budget ; 47 % en 1767 ; 37,2 % en 1795. Cette diminution relative est balancée par une hausse des dépenses administratives : 41,5 % en 1767 ; 48 % en moyenne de 1781 à 1796. L'assistance et l'enseignement représentent 1 % du budget. Celui-ci est en perpétuel déficit : jusqu'à 45 % des revenus annuels en 1760 (Guerre de Sept Ans). Ceux-ci sont alimentés de plus en plus par les impôts indirects. Quoique exempts de la capitation les nobles ne tiennent pas à ce qu'elle frappe leurs serfs davantage. On se rabat sur les produits fabriqués, les biens de consommation (sel, spiritueux). Les frais de perception sont élevés, les expéditions punitives fréquentes. L'assignat papier apparaît à la fin du XVIII^e siècle. Il se répand malgré un agiot de 30 à 35 % en raison de la commodité de transport : 100 roubles argent pèsent 25 kgs et cuivre 100 kgs.

R.V.S.

PALMER R.R., *The Age of the Democratic Revolution, A political history of Europe and America, 1760-1800*, 2 vol., Princeton, UP, 1964-1959.

Une étude d'ensemble des mouvements révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle amène l'auteur à souligner la communauté des causes de ceux-ci. Il les découvre dans la révolte des corps constitués. Les princes pour rééquilibrer leurs finances ont supprimé les privilèges fiscaux des aristocrates et du clergé dont ils s'aliènent la sympathie. Il s'ensuit que dans les divers pays affectés, la rébellion trouve des arguments indigènes. Les Français n'ont pas tout importé lors de leur arrivée, les constitutions révolutionnaires tiennent largement compte des nécessi-

tés locales. Contrairement à une conviction assise sur l'exemple du Komintern, organisme central de propagande révolutionnaire, il n'y eut rien de semblable ni d'organisé à la fin du XVIII^e siècle. Les mouvements furent spontanés surtout après l'abolition des droits seigneuriaux et des dîmes. L'apport le plus intéressant pour les historiens continentaux touche les pays anglo-saxons. En Grande Bretagne, le jacobinisme fut très prospère. Le pouvoir n'en eut finalement raison qu'à l'aide de procès, de condamnations nombreuses, notamment à la déportation, à une contre-propagande active. Rapidement les Anglais comprirent la place prise par les pauvres dans les mouvements de révolte (EDEN Frederick, *The State of the poor*, date de 1797). Les subsides croissants aux misérables, l'organisation de milices pour le maintien de l'ordre, le travail de l'*Association pour préserver la Liberté et la Propriété* contre les *levellers* (égalitaires) parviennent à arrêter la révolution d'abord en Angleterre et en Ecosse (1797), puis après une féroce répression, en Irlande (1798). Le rattachement de cette île à la Grande-Bretagne marque la victoire de la contre-révolution. Si la révolution continue sur le continent, quoique l'affirme Bonaparte, elle a perdu l'essentiel de son contenu démocratique et la contre-révolution progresse victorieusement. En ce qui touche l'Amérique, il paraît paradoxal que le Nord fut hostile à la Révolution alors que le Sud y applaudissait. Cette attitude procède des liens économiques des ports de nouvelle Angleterre avec leur ancienne métropole et d'une certaine attitude du puritanisme. Il en résulte, avant l'élection de Jefferson un rapprochement avec l'Angleterre, puis une alliance avec la France malgré les différences de régime.

R.V.S.

SOBOUL Albert, *Le procès de Louis XVI*, coll. « Archives », Paris, Julliard, 1966.

Rendons grâce aux éditeurs qui, par des collections telles que celle dont cet ouvrage fait partie, ouvrent au grand public les portes de l'histoire. Donner la parole aux témoins, instituer juge le lecteur, c'est exiger de lui cet esprit critique qu'est sensé lui apporter la formation qu'il reçoit à l'école, c'est lui imposer la nécessité de cette formation. Le procès de Louis XVI met en lumière un problème : « Citoyens, voulez-vous une révolution sans révolution » posé le 4 novembre 1792 par M. Robespierre, il en pose aussi un autre, défini le 15 juillet

1791 déjà par J. Barnave, au lendemain de Varennes : « Allons-nous terminer la Révolution, allons-nous la recommencer ?... Un pas de plus serait un acte funeste et coupable, un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté, dans la ligne de l'égalité la destruction de la propriété. » Dès ce moment, le duel était engagé entre la Révolution bourgeoise et la Révolution populaire. La mort du roi, exécuté le 21 janvier 1793, marque une importante conversion dans la mentalité de ses contemporains. Ce n'est pas sans crainte, ni sans tremblement qu'il est possible de se débarrasser de siècles de respect et même de dévotion. Cette révision déchirante certains des acteurs l'ont réalisée, d'autres n'ont pu s'y résoudre. Nous assistons à la lecture de ces documents empreints d'une haute conscience morale à la confrontation de deux mondes pour qui Louis est moins ici un homme qu'un symbole. On s'inclinera cependant devant la dignité de cet homme accroché aux lambeaux d'une histoire dont il n'a pas su réaliser le mouvement, emporté sans avoir rien compris.

Quelle magnifique leçon il serait possible de concevoir sur la Révolution et sa signification à partir de ce dossier.

R.V.S.

BABEUF, *Textes choisis*, dans « Les Classiques du peuple », Paris, Editions sociales, 1965.

Fils d'un militaire condamné pour désertion, devenu employé des gabelles, François Noël Babeuf, dit Gracchus, appartient à la génération de Saint-Just. De son enfance misérable, il retint l'éducation intellectuelle que lui donna son père, autodidacte par nécessité. Entre 1780 et 1789, il recherche, comme feudiste, et établit la liste de tous les droits seigneuriaux pesant sur les terres, afin d'en éviter la prescription : « Ce fut dans la poussière des archives seigneuriales, écrira-t-il, que je découvris les mystères des usurpations de la caste noble ». Il agit et il pense, ses œuvres nourrissent ses méditations. Officiant dans cette Picardie si sensible aux pressions démographiques, il saisit dans le vif la grande douleur populaire accompagnée de la résistance d'une paysannerie où naquirent jadis les grandes Jacques : expérience de la lutte des classes. Admirateur de Rousseau, il ne lui emprunte pas son pessimisme social, il croit au contraire au progrès de la société. Il se forme la conscience d'une république communautaire dans le contact personnel des convul-

sions révolutionnaires. La Révolution, il la vit au sein de la foule obscure, il en éprouve les faiblesses, les élans, ainsi que les trahisons. Chaque geste lui est enseignement, aucune erreur qu'il n'avoue, en grande humilité, au nom du but suprême, le *bien commun*. Fils du peuple, il en exprime lucidement les sourdes aspirations. Trop tôt interrompue, son expérience reste mal formulée. Sa figure pour ce motif n'atteint sa plénitude que replacée dans son contexte contemporain ; dans cette matière chaude et tourmentée des remous populaires où roulent pêle-mêle les espérances et les défaillances des hommes. Sa timidité individuelle, Babeuf la compense par une solidarité exacerbée qui le conduit à jeter les fondements d'un parti solidement structuré où le côtoient et l'assistent ses camarades Charles Germain, Darthé, Michel Lepeletier, Sylvain Maréchal, Philippe Buonarrotti à travers lequel son message parvint à Karl Marx. « Je persiste à soutenir, écrivait-il le 10 décembre 1795, que la révolution n'est point faite, pour le peuple. »

Son monde idéal, il le voyait sans grandeur économique mais libérateur sur le plan social par sa volonté de supprimer la misère et l'angoisse du lendemain. Combien la lecture de cette sélection dont chaque document est nanti d'un commentaire explicatif, pourrait illustrer les problèmes actuels du tiers-monde, analogues.

R.V.S.

Le front populaire

LEFRANC Georges, *Le Front Populaire*, Presses Universitaires de France, Collection « Que sais-je ? », Paris, 1965.

L'auteur, historien éminent concernant l'histoire du travail, de la presse syndicale, de l'homme face à la machine, des perspectives économiques, des études sur Jaurès, nous parle, dans un livre très clair, de cette période, si compliquée, de l'histoire de France.

En trois parties, il nous décrit :

- 1^o) le grand ébranlement, depuis l'affaire Stavisky jusqu'au 14 juillet 1935 ;
- 2^o) une immense espérance depuis la victoire électorale du 3 mai 1936 jusqu'à la dévaluation de fin septembre 1936 ;
- 3^o) l'élan brisé depuis le mois d'octobre 1936 jusqu'au Gouvernement de Daladier en 1937.

L'auteur termine alors par une conclu-

sion personnelle et par une question : le Front Populaire est-il susceptible de paraître au premier plan ? L'historien ne peut, dit-il, que faire une seule réponse : le Front Populaire de 1935 a été une réalité exaltante ou décevante, si un front populaire se constituait à nouveau il ne pourrait avoir qu'un lointain rapport avec celui de 1935. La France subissait les atteintes d'une crise économique mais elle ne parvenait pas à la surmonter. Des quatre grands partis qui formaient le Front Populaire, l'un a disparu, deux ont diminué, et le quatrième a grandi. La force syndicale est autrement distribuée.

L'auteur termine en disant que son but a été de montrer le Front Populaire tel qu'il fut dans la réalité et non de renforcer la valeur mythique qu'on lui accorde, que cette valeur soit positive ou négative et nous pourrions dire qu'il a alors parfaitement réussi.

Une bibliographie sommaire accompagne ce petit livre, bibliographie qui peut servir d'instrument de travail pour tout historien ou chercheur.

J.D.

Le Front Populaire, avec les voix de : Léon Blum, Maurice Thorez, Pierre Cot, le Colonel de la Rocque, Philippe Henriot. Présentation DECAUX Alain, « Spécial Sonor », illustré sonore de notre temps, n° 15, juin 1966, Paris, 4, rue de la Michodière. Paraît tous les 2 mois. Prix 4 frs fr.

Chaque numéro de « Spécial Sonor » est consacré à un problème, à un événement ou à un personnage destiné à marquer notre époque. Enquêtes, reportages, interviews, table ronde, illustrations et instantanés sonores du mois formeront cette revue-disque de poche et seront livrés, d'après l'éditeur, avec la plus stricte objectivité.

Dans le numéro qui nous intéresse, une courte introduction de Claude-Henri Lecomte pose le problème du Front Populaire et se termine par les paroles de Léon Blum : « l'Histoire jugera ».

Nous pouvons entendre des extraits des discours des hommes du Front Populaire comme ceux de ses adversaires. Une courte notice accompagne le nom de chacun.

Certains enregistrements sont très clairs, d'autres le sont moins. Il semble notamment que le discours de Maurice Thorez ne rende pas suffisamment le talent d'orateur de ce dernier. Ce magazine sonore peut certainement être très utile.

J.D.

Colonisateurs et colonisés

FURTADO C., *En Amérique latine : développement et stagnation*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 21, p. 1-31, Paris, Colin, 1966.

Attaché au Centre de développement économique de l'Université de Yale, l'auteur démontre qu'à la suite de la colonisation ibérique l'Amérique latine possède une orientation sociale présentant deux caractères essentiels :

1. un secteur urbain par lequel s'exerce un pouvoir dont les centres de décision se situent dans les métropoles européennes respectives ;
2. une classe sociale particulière, liée au pouvoir central par des liens de fidélité personnelle, et détenant de ce pouvoir central les moyens de production : terre et main-d'œuvre indigène.

Parallèlement à la structure administrative rigide et urbaine destinée à défendre les intérêts de la métropole, s'organisa un système économique largement décentralisé dont les dirigeants possédaient des prérogatives semi-féodales. Là où le contrôle était plus lâche, une activité commerciale de caractère frauduleux engendrait le développement d'une classe urbaine dont la fidélité au pouvoir central était moins stricte. Ainsi s'affrontèrent continuellement : conservateurs et libéraux dès le départ de l'indépendance, mais sur des bases datant de l'époque coloniale.

L'économie de l'Amérique latine présente un caractère pré-capitaliste : elle vise à la production de surplus exportables ou destinés aux centres urbains ou miniers. Sous l'effet de certaines difficultés, une organisation de type capitaliste peut être remplacée par un système mixte, où chaque travailleur produit lui-même sa nourriture. Parfois la dégradation est complète : se créent des exploitations familiales qui restent néanmoins liées par le paiement de la rente foncière et une certaine articulation des activités commerciales (*fazenda*). Le paiement du tribut fut parfois remplacé par des prestations diverses. Cette organisation économique entraîne la concentration de 50 % des revenus entre les mains d'une minorité de 5 % de la population.

Cette économie connut une phase portée vers les exportations entraînant la spéculation, la mise en valeur des terres les plus aptes, l'afflux de population attirée par des salaires plus hauts. On constate à ce moment une concentration accrue du revenu

entre les mains de la classe des capitalistes-proprétaires terriens, où les capitalistes augmentent leur part au détriment du groupe féodal. L'absorption du secteur pré-capitaliste entraîne la dépendance du salaire de la productivité. La hausse des salaires est freinée par l'afflux des travailleurs étrangers. Des modifications du style de vie s'opèrent sous l'influence de ceux-ci. En Argentine et en Uruguay, l'absorption est complète, on observe que l'agriculture connaît les mêmes problèmes que l'industrie. Ailleurs deux types de population coexistent. Une phase ultérieure d'industrialisation amena parfois la fermeture du marché national, les répercussions sur le marché agricole exportateur amènent alors l'accélération des investissements industriels. Le profit en revient à un nombre limité de personnes et engendre des tensions sociales qui rendent caduc le processus de croissance. Le fossé s'élargit entre le secteur moderne et l'économie pré-capitaliste. Le sous-emploi s'aggrave dans le secteur urbain en raison de ce dualisme. Une contradiction sévit entre les intérêts des groupes contrôlant la formation du capital et ceux de la communauté entière. La stagnation d'Amérique latine a un caractère structurel.

R.V.S.

FIRST R., *South West Africa*, dans Penguin African Library AP 10, Harmondsworth, édité par R. Segal, 1963, 269 p., 5 cartes.

Cet ouvrage écrit par une journaliste sud-africaine renommée, constitue une synthèse claire et précise qui nous explique pourquoi le Sud-Ouest africain est aujourd'hui l'une des régions les plus vitales du continent noir. Ruth First passe tout d'abord en revue les populations de cette région (populations très variées : Hereros, Namas, Berg-Damaras, Ovambos, Boshimans..., Allemands, Anglais, Hollandais et mulâtres) et retrace ensuite l'exploitation économique et politique des indigènes par les différentes puissances européennes, depuis les marchands anglais et hollandais, la brutale colonisation allemande et les vicissitudes de la première guerre mondiale jusqu'à l'avènement du régime nationaliste de 1948.

L'auteur montre comment la majorité africaine a été progressivement dépossédée de ses terres (les Blancs minoritaires détiennent deux fois plus de terres que les Noirs), de sa représentation politique et de ses moyens de développement économique ; les Blancs, force politique monolithique,

monopolisent le gouvernement et les différents bénéficiaires, ils sont plus riches et plus intransigeants qu'ils ne l'ont jamais été, alors que les tribus africaines et les autres communautés non blanches diffèrent du point de vue origines, coutumes et cultures : 73.000 Blancs oppriment près de 500.000 Africains.

Le problème de l'apartheid, c.-à-d. du développement séparé des deux races, y est longuement évoqué. Toutefois, le mandat de la S.D.N., devenu un instrument d'oppression, pourrait bien devenir à présent une source d'espoir. Le Comité de Tutelle des Nations-Unies, la Cour Internationale de Justice et les frontières communes du Sud-Ouest Africain avec l'Angola, la Rhodésie du Nord et le Bechuanaland peuvent aider le territoire et le transformer en talon d'Achille de l'apartheid. En annexe, l'auteur présente des précisions concernant l'établissement blanc, les investissements étrangers, l'éducation dans cette partie de l'Afrique, puis ses sources et références. Le livre se termine par un index alphabétique très pratique.

La lecture de cet ouvrage est à recommander vivement car il traite d'un sujet d'une brûlante actualité (surtout après le récent assassinat du premier ministre, M. Hendrick Verwoerd); il intéressera non seulement le professeur d'histoire mais aussi le professeur de géographie, tous deux y trouveront une importante documentation.

C.D.

Absurdité de la vie du colonisé.

« Ah, si mes mains pouvaient écrire ce qu'il y a dans ma tête, déclare un Algérien (1960). Quand je vois quelqu'un écrire, j'ai parfois envie de pleurer. » « Quand on cherche un métier pour gagner du pain à ses enfants, tous les métiers sont bons. » « C'est difficile de juger un travail quand on a connu le chômage ; on peut ne pas aimer un travail, on peut y avoir des difficultés, mais l'essentiel est de pouvoir travailler. »...

Dans une telle société, avec la conscience de telles perspectives, il est logique que tout semble absurde. L'absurdité de cet environnement économique et social est d'autant plus grande que tous les moyens d'action échappent au travailleur algérien. Poussée à l'extrême, elle crée un sentiment d'au-delà : l'angoisse ; la fatalité aux mains puissantes ou divines paraît commander à ce monde détraqué ; l'espoir disparu, il reste une immense inertie et un renoncement total...

« Vous lui direz à votre professeur qu'on en a déjà écrit des tas de livres comme ça ; ça ne change rien, ça ne sert à rien. »... « Que veux-tu que je te réponde à cette question ? C'est Dieu qui sait tout ; moi, je ne sais rien du tout ; je n'ai aucune idée... »

L'importance de l'argent et donc du capitalisme dans le phénomène colonial apparaît dans le développement de ce commerce qui n'en est qu'une caricature, je veux parler de ces innombrables marchands d'habits, de bouteilles, de cacahuètes, de bonbons, d'achats de dernière qualité, de casse-croûtes, de légumes, avec des gains dérisoires, mais qui donnent l'illusion éphémère d'avoir été actif. Même le commerçant établi, avec boutique, gaspille son temps, dans l'espoir rarement atteint de voir un client. Il obéit à un rituel, mais ses gestes perdent de leur sens et deviennent absurdes, car la clientèle est rare et manque de moyens financiers.

Cfr. A. NOUSCHI, *En Algérie, portrait social de la colonisation*, dans *Annales*, t. 20, p. 1250-1251, Paris, 1965 ; — voir P. BOURDIEU, A. DARBEL, J.P. RIVET, C. SEIBEL, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye, Mouton, 1963 ; — J. BERQUE, *Déposition du Monde*, Paris, 1964.

R.V.S.

Synthèse d'une enquête sur l'Algérie de demain, 1960.

« Demain dans un état musulman, il n'y aura plus de bakchich, plus de piston. On marchera droit. La mendicité d'abord sera supprimée, le gouvernement la prendra en charge. » (...) « Un Arabe quand il se met au travail, il devient comme l'acier, quand il se met à se reposer, il devient comme la soie. » (...) « Ce qu'il faut dans un pays sous-développé, c'est un régime autoritaire, une République socialiste, mais pas du socialisme comme en France, où c'est la vraie débandade. Quelque chose d'autoritaire, du moins pendant quelques années, comme dans les pays de l'Est. C'est une question économique. (...) Il faut repeupler les campagnes, car la terre a toujours besoin de bras ; éduquer les paysans de façon à ce qu'ils aient un meilleur rendement de leurs terres et une vie sociale humaine. L'industrialisation au début sera très difficile, car le sous-sol d'Algérie est très riche, mais n'a pas été exploité. Il nous faudra des usines avec un personnel adéquat, ce qui demandera beaucoup d'argent, ce qui rendra le démarrage très lent. Le fruit de l'industria-

lisation, on ne l'aura pas avant au moins une vingtaine d'années. Il faudra faire en sorte qu'il y ait le minimum de chômeurs quitte à diminuer les horaires de ouvriers avantagés pour permettre aux ouvriers de gagner un peu plus.»

A. NOUSCHI, *En Algérie : portrait social de la colonisation*, dans *Annales, Economie, Sociétés, Civilisations*, t. 20, p. 1247, Paris, 1965.

R.V.S.

Art et Archéologie

BOURGUET, Pierre DU, *Images des grandes civilisations : Préhistoire, Mésopotamie, Egypte*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1964.

Professeur d'égyptologie à l'Institut catholique de Paris, l'auteur rassemble dans ce coffret pratique en forme de livre (système « Bibliovision ») 36 diapositives en couleur. La sélection en est opérée avec le souci de couvrir cette longue période allant des origines au premier millénaire avant J.C. La réussite est entière tant en raison de la valeur documentaire des objets choisis, qu'en raison de la qualité technique de la reproduction. L'essentiel seul est retenu, mais il donne néanmoins une vision totale des grandes civilisations du Moyen Orient de ce temps. Le livret d'accompagnement comporte des notices descriptives copieuses replaçant le document dans son contexte historique. Celui-ci est d'ailleurs évoqué dans une substantielle introduction. La vie sociale, la vie économique, la vie politique, la vie religieuse, la vie artistique sont tout ensemble évoquées. Le professeur fera bien de s'inspirer d'un tel exemple pour opérer le choix si souvent laborieux et maladroit des matériaux didactiques dont il soutient son enseignement. Une initiative à suivre.

Sur le plan pratique, les diapos se présentent en réglottes de quatre fixées à des charnières qui en facilitent la consultation. Chaque dia peut être utilisée individuellement ou passer à l'aide de la réglotte dans un appareil de projection ad hoc. Le coffret se ferme comme un livre et peut prendre place sur les rayons d'une bibliothèque, ce qui facilite le classement.

R.V.S.

FRANCASTEL Pierre, *Peinture et société. Naissance et destruction d'un espace plastique, de la Renaissance au Cubisme*, Paris, Gallimard (1965), 253 p., 71 ill. (Collection *Idées/Arts*, n° 4).

A côté de leur collection *Idées*, les éditions Galimard lancent une série parallèle, sous le titre *Idées/Arts*, dans l'intention de faire comprendre au public la révolution qui s'est faite dans l'art contemporain et dans la manière d'interpréter l'histoire de l'art. Elle s'efforce de rapprocher le texte de l'auteur d'une illustration commentée suffisante pour éclairer son propos. Plus que toute autre discipline, les arts plastiques exigent cette méthode pédagogique, qui, sans dispenser le lecteur de recourir à des recueils de reproductions, apporte un matériel minimum pour construire une démonstration visuelle en appui de l'argument intellectuel.

Les premiers volumes parus ne sont pas inédits : *Le musée imaginaire* d'André MALRAUX et *Degas, danse, dessin* de Paul VALÉRY. Cette étude de Pierre Francastel, professeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes de Sorbonne, date de 1950. Il est très heureux qu'une nouvelle diffusion lui ait été assurée. L'auteur adopte un point de vue qui ne peut que réjouir l'historien, en tournant le dos à toute spéculation esthétique abstraite ou subjective. Une œuvre ne doit jamais être considérée en dehors du milieu historique qui l'a produite : la représentation plastique est, écrit-il, « un des aspects d'un mode d'expression conventionnel fondé sur un certain état des techniques de la science, de l'ordre social du monde à un moment donné ». C'est dans ce cadre que le génie de l'artiste s'est exprimé, c'est dans ce cadre qu'il doit être compris. Il faut faire la part des progrès incessants, tâtonnants, et de la tradition maintenue par conviction, par inertie, ou par souci pédagogique. Mais il faut aussi, pour faire progresser l'exégèse intelligente, « établir des liaisons de méthodes et d'hypothèses avec d'autres disciplines en progrès : épistémologie, mathématiques, anthropologie, ethnographie », sociologie, psychologie, histoire littéraire. C'est placer l'histoire de l'art parmi les sciences de l'homme. On ne s'en étonnera guère, si l'on se rappelle que l'auteur collabore depuis longtemps avec l'équipe de Marc Bloch et de Lucien Febvre dans le cadre des *Annales*.

Un seul aspect de la peinture a retenu son attention : la représentation de l'espace. Les conceptions qui s'élaborent aujourd'hui sont apparues sur les débris de celles qui, depuis cinq siècles, ont dominé l'art européen. D'où, pour éclairer la recherche contemporaine, l'intérêt de la comparer avec celle qui a engendré la représentation clas-

sique de l'espace. Ainsi se justifie le premier chapitre : « Naissance d'un espace. Mythes et géométrie du Quattrocento » (pp. 11-107). C'est, en effet, au XV^e siècle, qu'à la suite des spéculations de Brunelleschi, s'est progressivement élaborée la convention de la perspective linéaire, l'inscription de la représentation à l'intérieur d'un cube ouvert vers le spectateur, la conservation des horizontales et des verticales quel que soit l'éloignement réel des choses, le jalonnement en profondeur et la vision monoculaire. Quant aux mythes dont cet art s'inspire (mythes chrétiens, antiques, tradition théâtrale, lieux imaginaires), ils sont encore à étudier. La Renaissance est le passage de la conception mythique médiévale selon laquelle « le monde est une représentation concrète de Dieu, à cette autre que le monde est une réalité en soi, une Nature, semi-divine d'ailleurs, et douée des attributs de la permanence et de l'hérédité ». Cette évocation des anciens mythes prépare la lente croissance d'une pensée rationnelle, figurative, qui se développera aux siècles suivants.

Au XIX^e siècle, après la Révolution et le néoclassicisme, le romantisme renouvelle la sensibilité, l'imagination, et assure le succès du réel par le rejet des grandes compositions mythiques classiques. C'est l'objet du deuxième chapitre (« Destruction d'un espace plastique. Du romantisme à l'impressionnisme », pp. 109-177) que de montrer l'importance capitale de l'impressionnisme dans la préparation d'une véritable révolution plastique. Les impressionnistes ont été des précurseurs plutôt que des réalisateurs. Ils « ont rendu possible une évolution du langage visuel si profonde qu'elle a libéré les artistes et le public des conventions séculaires et introduit une recherche qui se poursuit encore ». L'analyse de la lumière se situe dans le schéma de la composition classique. Les réussites positives de l'impressionnisme « appartiennent à trois catégories. Certains ont posé le problème de la triangulation de l'espace ; les autres celui de l'espace imaginaire ; les autres enfin celui de l'espace proche et des expériences intimes de la profondeur ». « L'analyse des modalités de perception » atteste que, comme au Quattrocento, les artistes ne pouvaient « se contenter du renouvellement du décor pittoresque, mais, au contraire, d'un approfondissement des structures intimes » de l'univers. Cela est à rapprocher du développement de la science et de la philosophie, qui s'attachent à renouveler les secrets de la vie et de l'esprit humain. Après eux,

Cézanne, Van Gogh et Gauguin vont poursuivre la destruction de l'ancien espace plastique. Le premier s'efforce de saisir les données pures des sens et de la conscience, et de ramener l'univers à des formes stables, le second de préciser les « valeurs représentées par la couleur pure dans la sensation immédiate de l'espace », le troisième insiste « sur le morcellement de l'espace de l'écran plastique — du support — sur les qualités intrinsèques de la ligne qui découpe les silhouettes et enregistre les densités... et sur une utilisation de la couleur, qui crée, parallèlement, un système spatial complet ».

Dans le dernier chapitre (« Vers un nouvel espace », pp. 179-247), après avoir montré les difficultés de l'étude synthétique de l'espace contemporain, dressé un bilan nuancé du cubisme (impossible à définir parce que écartelé entre des tendances contradictoires ; phase transitoire d'approche et de recherche qui a fait accepter la nécessité d'une transformation du langage plastique) et rappelé le poids de Cézanne, Van Gogh, Gauguin et Seurat sur la recherche en cours, l'auteur s'attache à dégager pourquoi « dans certains ouvrages, on découvre solidement de nouveaux réflexes, de nouveaux objets, une nouvelle logique ». Après avoir analysé l'influence des impressionnistes, l'étude des espaces courbes, le déchiffrement des sensations tactiles immédiates, des espaces fantastiques et imaginaires dans des œuvres de Leger, Braque, Matisse, Dufy, Picasso, Estève, Pignon, il esquisse « ...les positions fondamentales des artistes de notre époque devant la nature. On est passé d'une tentative de projection des volumes et des objets traditionnels par de nouvelles combinaisons des éléments anciens à l'expression dynamique des impulsions corporelles élémentaires. On a découvert la possibilité d'agrandissement ou de contraction de l'espace par le jeu des couleurs pures, aboutissant au rectangle élastique de Léger ou à l'espace ouvert de Gischia et de Manessier, conception qui rattache l'effort de nos peintres à celui des architectes et des sculpteurs — au premier rang desquels il faut citer Laurens et Adam. On a montré la possibilité de structurer picturalement des fragments d'objets disparates nouvellement découpés dans le réel. On a découvert la possibilité de ne plus construire sur l'écran plastique un espace clos à l'intérieur duquel le spectateur est invité à se mouvoir comme dans un microcosme reproduisant identiquement avec ses lois le monde également clos qui sert de théâtre à l'action des personnes

humaines. Il me paraît que, dès à présent, les expériences picturales du dernier demi-siècle offrent ainsi un bilan positif considérable. » Il y a correspondance entre cette expérience plastique et les orientations essentielles de la civilisation d'aujourd'hui. L'art est bien le langage de notre époque. « L'artiste, aujourd'hui comme toujours, constitue une classe particulière de la société, celle des hommes à qui revient le pou-

voir de manifester, sous une forme immédiatement sensible, les possibilités et les besoins de leurs semblables. »

Que d'idées, d'aperçus, d'analyses, cette présentation, forcément arbitraire, maladroite, hâtive, a été contrainte d'ignorer. Voici un petit livre dense, riche, exigeant. Nous ne pouvons qu'engager nos collègues à le lire et le relire posément, l'esprit mobilisé pour un effort enrichissant. J.P.D.

Livres reçus

- *Annales de démographie historique 1965*, publiées par la Société de Démographie Historique, Paris, 1966.
- CIPOLLA C.M., *Guns and Sails in the early Phase of European Expansion 1400-1700*, Londres, Collins, 1965.
- *Etudes et chronique de démographie historique 1964*, publiées par la Société de Démographie Historique, Paris, 1964.
- FLAM L., *De Bewustwording, beschouwingen bij de « Fenomenologie van de geest » van Hegel*, Bruxelles, Presses Universitaires, 1966.
- FRIEDLANDER S., *Hitler et les Etats-Unis 1939-1941*, Paris, Editions du Seuil, 1966.
- GRIMAL H., *La décolonisation 1919-1963*, Paris, Collin, Coll. U, 1965.
- GUILLEMIN H., *L'arrière-pensée de Jaurès*, Paris, Gallimard, 1966.
- HOFMANN L.F., *La peste à Barcelone*, Princeton-Paris, Presses Universitaires de France, 1964.
- MC CONICA J.K., *English Humanists and Reformation Politics under Henry VIII and Edward VI*, Oxford, Clarendon Press, 1965.
- MEULEAU M., *Le monde antique*, dans *Le monde et son histoire*, t. I. et II, Paris, Bordas-Laffont, 1965.
- MOSCA G. et BOUTHOU G., *Histoire des doctrines politiques*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965.
- PACAUT M. et BOUJU P., *Le monde contemporain 1945-1963*, Paris, Colin, Coll. U, 1964.
- SAUVY A., *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Fayard, 1965.
- VALERY P., *Degas, danse, dessin*, Paris, Gallimard, coll. Idées/Arts, 1965.